

Un indice des prix en temps réel

L'indice des prix à la consommation reflète normalement de manière fiable l'évolution de l'inflation en Suisse. Une partie de la base de données a cependant disparu soudainement lors du semi-confinement imposé par la Covid-19. Un nouvel indice de l'université de Bâle reposant davantage sur des données en ligne offre une solution. *Sarah Lein, Santiago Alvarez*

Abrégé Les mouvements de prix peuvent être un indicateur significatif de l'ampleur relative des chocs de l'offre et de la demande. Or, c'est précisément au début de la crise du coronavirus en Suisse, lorsqu'il a fallu prendre des décisions sur des plans de relance économique, qu'il est devenu très difficile de mesurer les prix dans certains secteurs, car ils n'étaient plus observables comme à l'ordinaire. Parallèlement, de nombreux consommateurs effectuaient leurs achats en ligne plutôt qu'en magasin. Un indice des prix a donc été calculé à partir de plus de 75 000 produits proposés chaque jour sur Internet, pondérés selon les dépenses par carte de débit, également mises à jour quotidiennement. Cet indice ne révèle actuellement aucune tendance inflationniste ou déflationniste nette sur une base agrégée. On observe toutefois des différences selon les secteurs : si les prix enregistrent une légère hausse dans l'industrie alimentaire, ils continuent de baisser modérément ailleurs.

La pandémie de Covid-19 a provoqué une récession mondiale¹. Il s'agit désormais de déterminer l'ampleur et la prévalence respectives des chocs d'offre et de demande. Les responsables de la politique économique ont en effet besoin de savoir si la récession est due à une faiblesse de la demande ou à

une restriction de l'offre. Comme en médecine, le même symptôme peut provenir de maladies différentes et la bonne thérapie pour un diagnostic donné peut s'avérer mauvaise pour un autre. Pour contrecarrer un choc de la demande, le remède adéquat sera par exemple un plan de relance économique stimulant la demande ou un assouplissement de la politique monétaire. Face à un choc de l'offre, en revanche, de telles mesures ne font

qu'attiser l'inflation et ont relativement peu d'impact sur l'économie réelle.

Une indication de l'ampleur relative des chocs de l'offre et de la demande est la variation du niveau des prix, c'est-à-dire l'inflation. Si les prix augmentent, c'est le choc de l'offre qui l'emporte ; s'ils baissent, c'est le choc de la demande. Il est donc essentiel de connaître l'ampleur des variations de prix à l'heure actuelle.

Des statistiques comme l'indice des prix à la consommation (IPC), publié chaque mois par l'Office fédéral de la statistique (OFS), sont généralement les plus utiles. Mais pendant la période du semi-confinement, de mi-mars à début mai, quand des milliers de produits n'étaient pas disponibles, certains de ces chiffres dont on avait un urgent besoin faisaient défaut. Dans les catégories « Habillement et chaussures » et « Restaurants et hôtels », seuls 25 à 75 % des séries de prix

Les collections de printemps n'ont pas pu être vendues lors du semi-confinement. Un centre commercial à Stans.



¹ Cet article est paru le 14 juillet 2020 sous une forme légèrement réduite sur le WWZ Faculty Blog, le blog économique de l'université de Bâle.

habituelles ont ainsi pu être collectés. Pour les autres secteurs, l'OFS utilisait les prix en ligne quand ils étaient disponibles².

Pour remédier à cette carence statistique, une étude a calculé ce printemps un indice sur une base quotidienne qui a suivi l'évolution des prix en temps réel³. L'indice couvre certaines catégories de l'IPC et porte sur les prix de plus de 75 000 produits proposés sur les sites web de divers commerces en ligne. Cette approche est particulièrement intéressante pour la durée du semi-confinement, puisque de nombreuses dépenses de consommation n'ont pu s'effectuer ce printemps que par l'intermédiaire d'Internet. Les achats en ligne ont par conséquent doublé par rapport à la même période l'année précédente⁴.

Les prix sur une base journalière

Le nouvel indice a combiné les prix en ligne avec les pondérations des catégories de biens incluses dans l'IPC et calculé leurs variations grâce aux informations sur les dépenses quotidiennes par carte de débit, également disponibles en temps réel. Il peut être mis à jour quotidiennement et livre à la fois les prix et les dépenses en temps réel. Ces prix sont

ainsi disponibles jusqu'à cinq semaines avant l'IPC officiel, ce qui peut constituer un gain de temps précieux en période de crise.

Il existe plusieurs méthodes pour calculer les indices de prix; l'étude en a choisi trois différentes. La première, l'indice de Laspeyres, donne l'évolution du prix d'un panier de biens représentatif fixe. La variation (en pourcentage) des dépenses nécessaires pour acheter ce panier mesure l'inflation pendant la période sous revue. L'IPC est calculé selon cette méthode.

Le deuxième indice est celui de Paasche. Il montre ce que le panier de biens actuel aurait coûté dans le passé. La différence correspondante est une autre mesure de l'inflation. Le troisième indice, dit «de Fisher», est une moyenne géométrique des deux premiers. Il est généralement considéré comme le moins «faussé». Les distorsions des indices de Laspeyres et de Paasche sont dues au fait que les consommateurs remplacent généralement les biens les plus chers par d'autres, moins coûteux.

L'étude a montré que l'indice de Fisher reflétait relativement bien l'IPC dans les mois précédant la crise, même si seuls 24 % du panier de l'IPC ont été remplacés par des prix en ligne (voir *illustration 1*). Les prix saisis quotidiennement fluctuent naturellement davantage que ceux de l'IPC sur une base

mensuelle. Dans l'indice nouvellement calculé, certaines rubriques du panier de l'IPC – comme les loyers, qui représentent 20 % du panier – restent telles que publiées dans l'IPC, sachant qu'elles ne fluctuent guère au quotidien et qu'elles pouvaient continuer à être collectées pendant le semi-confinement. Les auteurs de l'étude ont en outre pu montrer que les données en ligne reflétaient bien les informations hors ligne des catégories qu'ils ont remplacées. La corrélation ne s'explique donc pas seulement par les catégories qui n'ont pas été remplacées.

L'étude montre également que les trois variantes de l'indice des prix (Laspeyres, Paasche et Fisher) ont divergé un peu plus que d'habitude pendant le semi-confinement. Les prix ont chuté d'environ 0,5 % dans les premières semaines du semi-confinement, ce qui a modifié les habitudes d'achat. Les dépenses pour les catégories de biens dont les prix sont plutôt en baisse ont par exemple sensiblement diminué, tandis que celles destinées aux produits alimentaires et aux boissons, dont les prix étaient légèrement en hausse, ont quelque peu augmenté. Cette disparité n'a toutefois été que de courte durée: les trois courbes de l'indice retrouvaient déjà des évolutions similaires en mai.

Les relevés à fréquence rapprochée suggèrent que la baisse des niveaux de prix est imputable au semi-confinement. Contrairement aux chiffres de l'étude, cette baisse n'est ressortie dans l'IPC qu'avec les données d'avril publiées début mai, où elle n'apparaît pas extrêmement importante par rapport aux mois précédents. Le recul des prix relativement sensible noté entre mi-juin et début juillet est également moins prononcé dans l'IPC que dans l'indice calculé pour l'étude, ce qui est probablement dû aux ventes saisonnières dans la catégorie «Habillage et chaussures», plus fréquentes cette année.

Des différences sectorielles

L'étude a finalement comparé les mouvements de prix avec l'évolution des dépenses relatives des consommateurs par carte de débit dans divers secteurs pendant la période de semi-confinement (voir *illustration 2*). Cette démarche s'est avérée instructive puisque, dans une optique statique comparative, les prix et les volumes d'un secteur évoluent dans des directions différentes lors des chocs d'offre, alors qu'ils suivent la même orientation lors des chocs de demande.

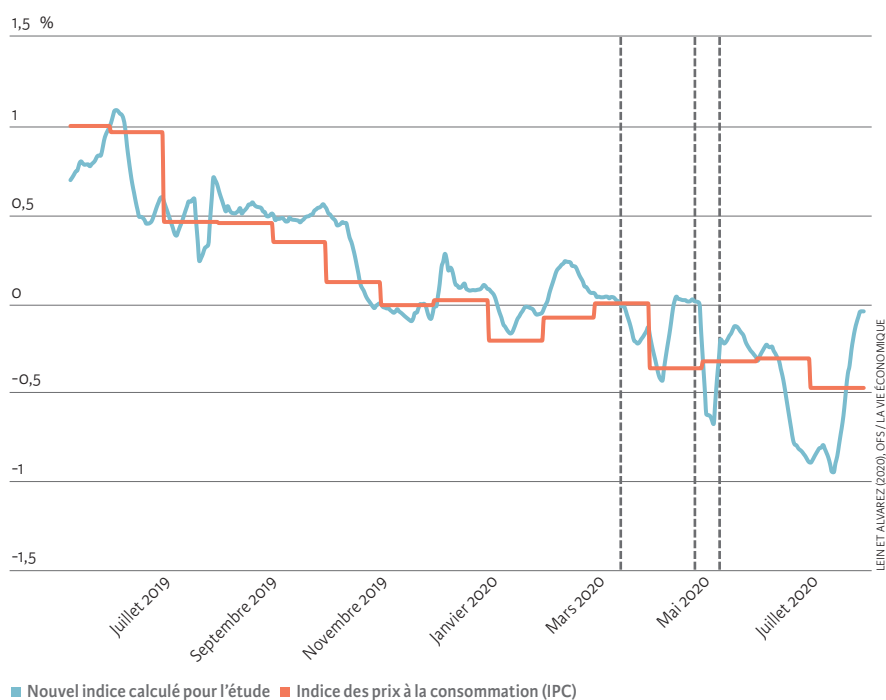
Dès le début du semi-confinement, il était clair que les mesures de lutte contre la pandémie auraient une forte incidence directe

2 OFS (2020).

3 Alvarez et Lein (2020).

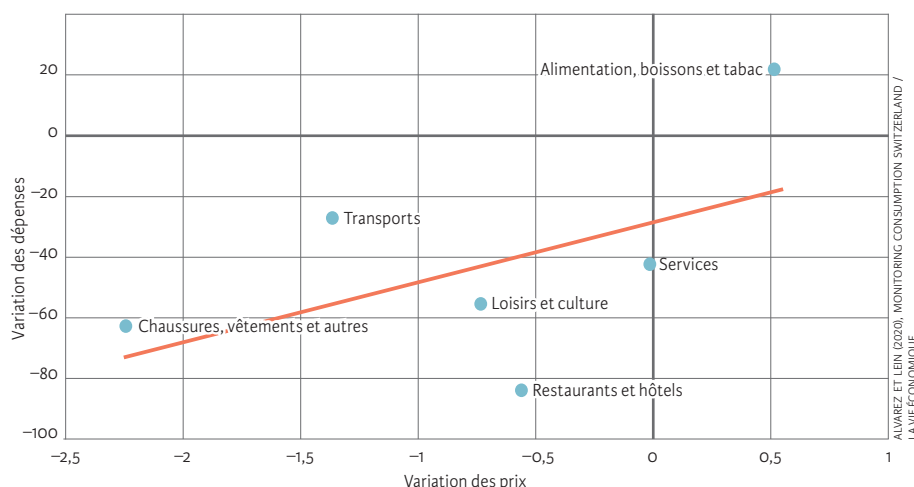
4 Voir Kränzlin, Meyer et Nellen (2020).

III. 1. Indice de l'étude comparé à l'IPC (mai 2019 – juillet 2020)



L'indice calculé pour l'étude repose sur la variante de Fisher telle que décrite dans l'article. Les chiffres indiqués sont des moyennes sur sept jours. Les trois lignes verticales indiquent successivement la date du semi-confinement (16 mars) et les deux premiers assouplissements des mesures (27 avril et 11 mai). Les changements par rapport à la semaine précédant le semi-confinement sont indiqués en pour-cent.

III. 2. Variation des prix et des dépenses par catégories avant et après le semi-confinement (en pour-cent)



Le graphique fait une comparaison entre la semaine précédant le semi-confinement (du 9 au 15 mars) et la période de semi-confinement (du 16 mars au 11 mai).

sur certains secteurs comme la restauration et l'hôtellerie, contraints de fermer temporairement. En revanche, d'autres branches comme les transports n'ont été touchées qu'indirectement. Les mouvements de prix dans ces secteurs peuvent donc indiquer s'ils sont plus susceptibles d'être affectés par des chocs d'offre ou des chocs de demande.

Les prix dans le secteur du commerce de détail (hors alimentation, boissons et tabac) ont ainsi sensiblement baissé entre la semaine précédant le semi-confinement (du 9 au 15 mars) et la phase de semi-confinement (du 16 mars au 11 mai), tandis que les dépenses diminuaient également de moitié environ. Une évolution similaire a été observée dans les transports, quoique moins prononcée. Ces mouvements – chute des prix et baisse encore plus marquée des dépenses – sont typiquement liés à un choc négatif sur la demande.

La baisse des dépenses la plus spectaculaire a eu lieu dans les secteurs « Restaurants

et hôtels » et « Loisirs et culture ». Les prix ont là aussi baissé en parallèle, mais moins fortement que dans les secteurs mentionnés précédemment. Enfin, au chapitre des services, les dépenses ont diminué, mais les prix sont restés pratiquement inchangés, ce qui semble indiquer que les chocs de l'offre et de la demande sont à peu près à l'équilibre. Dans le secteur « Alimentation, boissons et tabac », moins touché par le semi-confinement, les dépenses ont même augmenté alors que les prix sont restés stables, signe d'une expansion à peu près équivalente de l'offre et de la demande.

Un choc de la demande un peu plus prononcé

En résumé, on peut affirmer qu'il y a eu un choc de l'offre et un choc de la demande au début du semi-confinement. Tous deux ont provoqué un recul de l'activité économique réelle. La légère baisse de l'indice des prix

calculé dans l'étude en début de semi-confinement suggère un choc de la demande un peu plus important, mais cela peut à nouveau changer rapidement compte tenu de la volatilité des conditions.

Il est également possible que les effets de la crise et les changements correspondants de l'offre et de la demande (relative) ne se traduisent clairement dans les prix qu'à un stade ultérieur. Voilà pourquoi un indice des prix sur une base journalière, utilisé comme indicateur avancé, est un instrument judicieux en période de turbulences, par exemple lorsque le manque d'informations rend plus difficile d'enquêter sur les prix par le biais des statistiques officielles. Il est également possible que les prix en ligne, tendanciellement plus flexibles que ceux en magasin, indiquent d'éventuelles tendances déflationnistes ou inflationnistes de manière plus précoce. Les auteurs de l'étude continueront de surveiller leur indice et de le mettre à jour régulièrement (ou sur demande).



Sarah Lein

Professeure de macroéconomie,
université de Bâle



Santiago Alvarez

Doctorant en macroéconomie,
université de Bâle

Bibliographie

Alvarez S. E. et Lein S. M. (2020). « Tracking Inflation on a Daily Basis ». *CEPR Covid Economics*, N° 42.

OFS – Office fédéral de la statistique (2020). *Les prix à la consommation ont baissé de 0,4 % en avril 2020*. Communiqué de presse du 5 mai.

Kraenzlin S., Meyer C. et Nellen T. (2020). « Covid-19 and regional shifts in Swiss retail payments ». *SNB Working Papers*, 16/2020, Banque nationale suisse.